

# L'émergence de l'aide privée interpelle la coopération

Les milliardaires philanthropes s'engagent toujours plus en faveur des pays pauvres. Leurs contributions ont notamment dynamisé la lutte contre les pandémies. Cependant, cette aide peut interférer avec celle des agences publiques de développement. Sur le terrain, les représentants de la DDC observent attentivement la montée en puissance des acteurs privés. De Jane-Lise Schneeberger.



Au Caire, le Réseau Aga Khan de développement a construit le parc al-Azhar, un « poumon vert » de 30 hectares inauguré en 2005. Aujourd'hui, il finance des projets sociaux dans le quartier voisin de Darb al-Ahmar, un des plus pauvres de la capitale égyptienne.

L'an dernier, on recensait 1011 milliardaires dans le monde, alors qu'ils étaient seulement 25 en 1991. L'explosion des fortunes privées a suscité de nombreuses vocations philanthropiques. Nombre d'industriels ou de financiers richissimes décident d'œuvrer pour le bien public. Ils créent à cet effet une fondation donatrice, profitant des allègements fiscaux consentis à ce type d'institution. Depuis une quinzaine d'années, les fondations se sont multipliées aux États-Unis et en Europe. Elles consacrent une part croissante de leurs dépenses au développement. Celle de Bill Gates est de loin la plus puissante du monde : elle débourse chaque année environ 3 milliards de dollars, dont plus de 1,8 milliard en faveur de la santé.

Avec ces entrepreneurs sociaux, le visage de la philanthropie a changé. « Les nouveaux mécènes s'impliquent personnellement dans les projets. Ils sont centrés sur les résultats et gèrent leurs dons com-

me des investissements », commente David Keller, responsable des partenariats institutionnels avec le secteur privé à la DDC. Si les fonds sont destinés à la lutte contre le sida, par exemple, le retour sur investissement se mesure au nombre de malades sous traitement ou de cas dépités.

Parallèlement à ce mouvement surnommé « philanthrocapitalisme », de plus en plus d'entreprises prennent conscience de leurs responsabilités sociales. Elles se mettent elles aussi à financer des activités de développement, soit directement, soit par le biais d'une fondation. Leurs interventions ne sont pas uniquement caritatives, mais contribuent également à améliorer l'image de l'entreprise. Dans certains cas, ces activités sont couplées avec des objectifs commerciaux.

## Fondations sous le feu de la critique

L'émergence des donateurs privés, qui consacrent

## Des mécènes suisses

La Suisse compte quelque 12 000 fondations. Faute de données statistiques, on ne sait pas combien disposent de leur fortune propre, ni combien financent des projets de développement. Le principal mécène actif dans ce domaine est le prince Karim Aga Khan, à Genève : à partir de 1967, il a créé d'abord une fondation, puis un réseau d'agences qui ont leur mission spécifique : santé, éducation, microfinance, promotion de l'entreprise privée, réhabilitation d'édifices, etc. Le Réseau Aga Khan de développement (AKDN) est présent dans 25 pays musulmans et dépense 450 millions de francs par an. L'entrepreneur Stephan Schmidheiny vient en deuxième position. Sa Fundación Avina, créée en 1994, investit 30 millions de francs par an dans des projets de développement durable conçus et mis en œuvre par des acteurs de la société civile en Amérique latine.



Fondation Novartis

*La Fondation Novartis pour un développement durable est engagée depuis plus de vingt ans dans la lutte contre la lèpre en Inde*

### Au pays des fondations

Le mécénat a une longue tradition aux États-Unis. Actuellement, il n'existe pas moins de 75 000 fondations donatrices. Seule une douzaine d'entre elles financent des projets de développement, mais elles disposent de capitaux colossaux. La Fondation Bill et Melinda Gates reste le numéro 1, avec un capital de 34 milliards de dollars. Derrière elle, on trouve notamment les fondations Ford, Rockefeller, Moore, Carnegie, Soros, Hewlett et Kellogg. En contrepartie d'une exonération fiscale totale, la loi les contraint à dépenser chaque année au moins 5% de leurs actifs. En Europe, une telle obligation n'existe pas. Ce secteur abrite donc un important capital dormant. Le nombre de fondations a fortement augmenté ces dernières années à la faveur de réformes fiscales dans plusieurs pays européens. Contrairement aux États-Unis, la majorité ont été créées par des entreprises et non par des individus.

entre 3 et 5 milliards par an au développement selon des estimations, suscite un débat animé dans les milieux de la coopération. On reproche parfois aux fondations de priver l'État de recettes fiscales et de vouloir se substituer aux agences publiques de coopération. Certaines répondent que, grâce à la souplesse de leurs structures, elles sont au contraire plus efficaces que les bailleurs de fonds étatiques. Une autre critique porte sur l'absence de contrôle démocratique: les fondations agissent comme bon leur semble, tandis que les agences doivent rendre des comptes au Parlement. Pour David Keller, cette indépendance leur confère justement un net avantage: «Elles peuvent prendre des risques et tester des approches novatrices, ce qui n'est pas toujours possible pour les autres acteurs. Malheureusement, seules les meilleures le font.» On s'inquiète aussi de l'influence des philanthrocapitalistes sur le secteur de la santé, qui absorbe la moitié de leurs dons: vu son poids financier, un homme comme Bill Gates a le pouvoir de décider quelles maladies seront combattues dans le monde et quelles autres attendront.

Les nouveaux donateurs privilégient les approches «verticales», c'est-à-dire spécifiques à une maladie. Celles-ci permettent en effet d'obtenir rapidement des résultats, tandis que l'appui au système de san-

té déploie des effets à beaucoup plus long terme. Une grande partie de l'aide privée transite donc par des programmes internationaux tels que le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme ou l'alliance Gavi pour la vaccination.

### Progrès dans la lutte contre les pandémies

En Tanzanie, la DDC est très active dans le secteur de la santé. Jacques Mader, responsable de ces programmes, souligne l'impact positif de l'aide privée: «C'est une source précieuse de financement pour un pays où les besoins restent immenses. Sans ces dons, beaucoup d'actions seraient impossibles à financer. Je pense notamment à des recherches très ciblées qui n'entrent pas dans le mandat des agences publiques et n'intéressent pas les entreprises pharmaceutiques.» La Fondation Bill et Melinda Gates finance, par exemple, la mise au point de produits novateurs de lutte contre la malaria, susceptibles d'être fabriqués localement. Par ailleurs, la progression des grandes pandémies a ralenti depuis que l'accès aux traitements et aux moyens de prévention s'est amélioré.

«Il faut toutefois veiller à ce que les ressources privées ne créent pas de distorsions dans les priorités du service public», précise Jacques Mader. Ces dernières années, l'afflux massif de fonds destinés à combattre le sida a par exemple drainé beaucoup

---

«Les nouveaux mécènes gèrent leurs dons comme des investissements.»

---

de professionnels de la santé vers ces activités, au détriment de la lutte contre la mortalité maternelle ou les maladies diarrhéiques.

### L'aide budgétaire passe au second plan

L'aide privée peut aussi compromettre les efforts visant à harmoniser l'aide et à renforcer le système de santé. Au Mozambique, les agences traditionnelles se coordonnent pour soutenir les stratégies du ministère de la santé, auquel elles allouent un appui budgétaire. Le problème, c'est que la plupart des donateurs privés refusent d'alimenter le budget de l'État. Ils mettent donc en place des structures additionnelles ou parallèles. «Leur arrivée a perturbé la dynamique de renforcement du



Des écoliers sénégalais apprennent à utiliser des moustiquaires dans le cadre d'un programme mis en œuvre par Faire reculer le paludisme. Cette organisation est financée entre autres par la fondation Bill et Melinda Gates.

système», déplore Franziska Freiburghaus, responsable des programmes de santé de la DDC au Mozambique. «Le ministère doit consacrer énormément de temps à ces nouveaux acteurs qui exigent des rapports spécifiques et des rencontres bilatérales à tous les niveaux. De ce fait, il n'accorde plus la priorité aux demandes présentées par le groupe des donateurs traditionnels, qui financent un quart de son budget.» La situation est heureusement en train de s'améliorer. Les privés réalisent que, pour élargir à tout le pays la couverture en médicaments et éviter de créer des inégalités, il importe de doter le système de santé des ressources nécessaires.

### Les partenariats ont la cote

Les partenariats public-privé (PPP) apparaissent comme la meilleure solution pour éviter les doublons et rationaliser l'acheminement de l'aide. Ils sont en plein essor depuis quelques années. «Les PPP sont très importants pour le développement. Ils permettent de financer de grands programmes et favorisent l'échange d'expertise technique», souligne Sam Pickens, porte-parole du Réseau Aga Khan de développement. «Quand l'un de nos projets donne de bons résultats au niveau local, nous cherchons toujours des partenaires afin de pouvoir le reproduire à une plus large échelle.» Ce

réseau philanthropique collabore depuis de longues années avec des agences publiques et des entreprises.

### Et si le robinet se fermait...

Bien des donateurs privés continuent toutefois de faire cavalier seul. Dans le sud du Burkina Faso, la petite ville de Dano bénéficie depuis dix ans des largesses d'un riche architecte allemand. Gisbert Dreyer a décidé d'investir une partie de sa fortune dans le développement de cette région. Sa fondation a déjà financé notamment le forage de puits, la construction d'un barrage accompagné d'une vaste zone irriguée et la rénovation d'écoles. «Aussi louables que soient de telles démarches, on peut s'interroger sur leur ancrage dans la société et sur leur durabilité», note Philippe Fayet, chef du bureau de coopération de la DDC au Burkina Faso. Qu'advient-il de ces projets si le bienfaiteur se retire ou si sa fortune est engloutie par une crise financière? «Il est facile de construire des routes ou des puits, ajoute M. Fayet. Mais le véritable enjeu du développement consiste à définir avec les communautés locales qui assumera la responsabilité de ces infrastructures une fois le projet terminé.» ■

### Convergence d'intérêts

Le téléphone portable peut être utilisé pour éviter les ruptures de stocks de médicaments dans des zones reculées des pays pauvres. Le programme «SMS for life» l'a démontré en Tanzanie: chaque semaine, les centres de santé reçoivent un SMS demandant combien il leur reste de médicaments contre la malaria. La tenue à jour d'un inventaire électronique national permet de réapprovisionner les dispensaires à temps. Lancé par Novartis, ce programme est soutenu par l'organisation Faire reculer le paludisme, les entreprises Vodafone et IBM ainsi que la DDC. Dans un tel partenariat public-privé, les intérêts des différents donateurs se rejoignent: si la distribution de médicaments, la circulation de SMS et l'utilisation de programmes informatiques profitent aux entreprises participantes, la mise au point de ce nouveau système permet de résoudre un problème majeur de développement.